

CONNAISSANCE ⁴⁶ DE L'EMPLOI

LE 4 PAGES DU **CENTRE D'ÉTUDES DE L'EMPLOI**, N° 46, SEPTEMBRE 2007

Entre 1994 et 2001, la Turquie a connu trois crises financières qui ont causé récession et montée du chômage. Ainsi, après la crise de 2001, le taux de chômage est passé en un an de 6,5 % à 10,5 %. Et, en 2006, malgré la croissance économique des années précédentes, il est resté supérieur à 10 %, atteignant même 12,6 % hors agriculture.

Pour comprendre la situation turque, il faut avoir en tête certaines caractéristiques de son marché du travail. Depuis 1990, la population active industrielle et tertiaire ne cesse d'augmenter, résultat de l'accroissement démographique, de la présence de plus en plus nombreuse des femmes et des transferts massifs de main-d'œuvre agricole.

Dans ce contexte, il faudrait une croissance riche en emplois non agricoles pour parvenir à une baisse du chômage.

Or, la dynamique économique des dernières années n'a pas suffi à créer ces emplois, en raison notamment d'une fiscalité du travail élevée et d'une demande intérieure qui s'essouffle.

La lutte contre le chômage passe par des réformes structurelles qui exigeront de l'habileté de la part des dirigeants.

La Turquie : un marché du travail en transition ?

SEYFETTIN GÜRSEL

*Professeur d'économie
à l'Université Galatasaray d'Istanbul*

En moins d'une décennie, la Turquie a connu trois crises financières majeures : 1994, 1999 et 2001. Déclenchées par des sorties massives de capitaux, ces crises ont provoqué une forte dépréciation de la livre turque ainsi qu'une explosion des taux d'intérêts et ont causé à chaque fois une forte contraction du produit intérieur brut (PIB). La crise de 2001 a été particulièrement sévère en termes de récession (- 7,5 %), mais aussi de chômage : de 6,5 % en 2000, le taux de chômage est monté à 10,5 % en 2002¹ et le nombre de personnes sans emploi a passé la barre des deux millions. Et, malgré la forte croissance économique des années récentes, le chômage se maintient à un niveau élevé : en 2006, il est resté supérieur à 10 % pour l'ensemble de l'économie et atteint 12,6 % si l'on exclut le monde agricole. En effet, la Turquie se caractérisant par une agriculture familiale encore très prégnante où le non-emploi n'existe pratiquement pas (encadré 1), il convient de distinguer chômage global et chômage non agricole. De fait, la progression du chômage a été plus marquée dans les secteurs d'activité industriels et tertiaires, certainement plus révélateurs de la situation de l'économie.

1 Sauf indication contraire, tous les chiffres relatifs au marché de travail sont issus des statistiques de TÜİK, l'institut statistique turc, et plus précisément des enquêtes *Emploi* réalisées auprès des ménages (HİA). Les statistiques issues de ces enquêtes incluent l'emploi informel depuis 1989.

Pour comprendre l'état actuel du marché du travail turc, il faut tenir compte des facteurs structurels et conjoncturels qui affectent à la fois l'offre et la demande de travail. Côté offre, la population active non agricole est, depuis 1990, en constante augmentation sous l'effet conjugué de trois facteurs : la croissance démographique, l'évolution des taux d'activité, particulièrement celui des femmes, et le transfert de la main-d'œuvre agricole aux autres secteurs. Côté demande, la croissance économique est un élément déterminant, mais son lien avec l'évolution de l'emploi total reste ambigu, en raison notamment des transferts massifs de la main-d'œuvre agricole vers les autres secteurs.

Une augmentation de la population active non agricole qui nécessite une croissance soutenue de l'emploi

De 2000 à 2006, le taux de croissance de la population non agricole a atteint 3,4 % par an, alors qu'il était déjà de 3 % entre 1989 et 1999 (graphique 1). On estime que ce rythme se maintiendra à l'identique dans les années à venir, avant de ralentir progressivement (TÜSIAD², 2004).

À l'origine de l'augmentation de la population active, on peut citer en premier lieu la forte dynamique démographique. Le taux de croissance naturel, c'est-à-dire la différence entre le taux de naissance et le taux de mortalité, est actuellement de 1,3 %. Compte tenu de l'inertie de la structure démographique, l'accroissement de la population en âge de travailler (les 15-64 ans) est même supérieur : il est estimé à 1,8 %.

Le second facteur de croissance de la population active est la hausse des taux d'activité, particulièrement celui des femmes, ce qui entraîne une progression moyenne de la population active féminine de plus de 5 % depuis le milieu des années 1990 (TÜSIAD, 2004). Certes, en dehors des campagnes, l'activité féminine reste moins répandue que celle des hommes : on compte une femme pour quatre hommes dans l'industrie et le tertiaire. Mais la progression est spectaculaire. Elle s'explique principalement par l'élévation du niveau moyen de

² Association des industriels et des hommes d'affaires de Turquie.

Encadré I

L'EMPLOI AGRICOLE EN BAISSÉ, L'INFORMEL EN HAUSSE

Le marché du travail en Turquie possède presque toutes les caractéristiques d'une économie en voie de développement.

L'**agriculture**, qui occupait 84 % de l'emploi total après la Deuxième Guerre mondiale, a commencé son déclin structurel au début des années 1950 avec la mécanisation. Cependant, le nombre de travailleurs agricoles a continué d'augmenter jusqu'au milieu des années 1990 : dans un premier temps, sous l'effet de l'extension de la superficie cultivée (la limite a été atteinte dans années 1960*), puis sous l'effet de l'accroissement des subventions agricoles destinées aux cultures traditionnelles, telles que le tabac, le thé et le coton (dont la production exige du travail intensif). Dans le contexte d'une agriculture dominée par les petites et moyennes exploitations**, le trop-plein de l'emploi agricole a été atteint vers le milieu des années 1990, avec neuf millions de personnes occupées. Depuis, le nombre de travailleurs agricoles ne cesse de diminuer. Cette diminution s'est accélérée, surtout après la crise de 2001, à cause des rigueurs budgétaires dont les premières victimes ont été les subventions. En 2006, l'agriculture ne comptait plus que six millions de travailleurs sur un emploi total de 22,3 millions. Parmi les secteurs non agricoles, celui des **services** a connu l'augmentation la plus rapide, sa part représentant actuellement 47,3 % ; l'industrie emploie le reste des actifs, soit 25,4 % du travail disponible.

Principalement présente dans l'agriculture et le tertiaire, l'**activité informelle** occupe une part notable sur le marché du travail turc. Ses travailleurs, regroupés sous la rubrique « non enregistrés à une caisse d'assurance publique », comptaient en 2006 pour 48,2 % de l'emploi total et 33,9 % de l'emploi non agricole. L'informalité est moins élevée parmi les salariés (23 %), mais reste conséquente. Elle constitue l'un des problèmes structurels cruciaux de l'économie : elle fausse la concurrence et creuse le déficit de la Sécurité sociale. Il faut cependant noter que l'informalité contribue par ailleurs à la flexibilisation du marché de travail, compte tenu du poids très élevé des charges fiscales sur l'emploi. En effet, malgré des salaires relativement faibles, la Turquie est placée aux premiers rangs de l'OCDE concernant le coût fiscal du travail (Taymaz et Özler, 2004). Avec la crise de 2001, la situation s'est encore détériorée puisque la part de l'informel dans l'emploi non agricole, qui était de 29,2 % en 2000, est montée jusqu'à 34,4 % en 2005. On observe depuis une légère baisse.

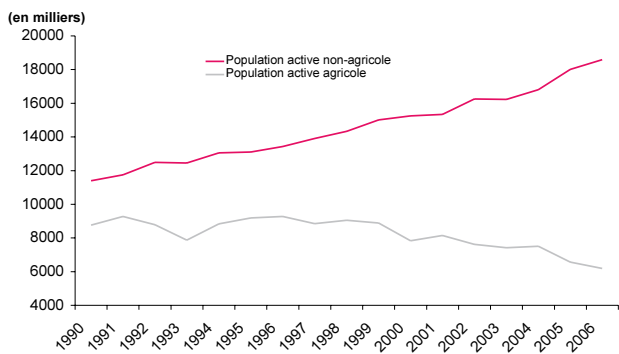
*TUIK, *Les indicateurs statistiques 1923-2005*.

** Les exploitations de moins de 50 hectares constituent 66 % du total (TUIK, *Le recensement agricole de 2001*) et les salariés ne comptent que pour 8,7 % de l'emploi total agricole (TUIK, *HIA 2006*).

formation des femmes. En effet, le taux d'activité féminine se différencie très fortement selon le niveau d'études : d'un peu plus d'une femme sur dix parmi celles n'ayant pas le baccalauréat à près de sept sur dix pour celles ayant effectué des études supérieures. En outre, des facteurs conjoncturels viennent s'ajouter à cette élévation du taux d'activité féminin. Ainsi, la crise de l'emploi global et la baisse des salaires réels ont engendré un puissant effet de « travailleur additionnel » (Gürsel et Levent, 2003), ce qui a renforcé l'augmentation de la population active féminine en 2002 (14,3 %).

Le dernier facteur à prendre en compte dans la croissance de la population active industrielle et tertiaire est le transfert de la main-d'œuvre agricole vers les autres secteurs de l'économie. En 1990, la part de l'emploi agricole était estimée à 47 %, alors que la part de l'agriculture dans le PIB n'était que de 16 %. Ces chiffres témoignent d'une productivité du travail très faible. D'ailleurs, une comparaison internationale de la fin des années

Graphique 1
ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE
ENTRE 1990 ET 2006



1990 montrait l'existence d'environ 1,5 millions d'emplois agricoles excédentaires, soit 15 % du total (Gürsel et Ulusoy, 1999). Après la crise de 2001, les subventions agricoles traditionnelles ont été supprimées (encadré 1) et leur remplacement par des transferts directs de revenus n'a pas pu compenser la baisse des revenus agricoles. Le nombre de travailleurs a alors fortement diminué dans ce secteur. À cet effet *push* s'est ajouté, à partir de 2004, un effet *pull* avec la création massive d'emplois dans l'industrie et le tertiaire. On a ainsi assisté à une baisse spectaculaire de l'emploi agricole à partir de 2001 et à un transfert de l'activité vers les services notamment (encadré 1).

Une estimation qui prend en compte ces différents facteurs conclut à une expansion future de la population active non agricole d'environ 550 000 personnes par an (TÜSIAD, 2002). Cette forte progression n'est évidemment pas sans conséquence sur l'équilibre du marché du travail. Il faut en effet créer encore davantage d'emplois nets dans les secteurs non agricoles si l'on veut parvenir à une baisse du chômage. Et des études économétriques montrent que cet objectif ne peut être atteint qu'avec un minimum de 6 % de croissance annuelle du PIB, étant donné les propriétés structurelles du marché du travail turc (TÜSIAD, 2004).

Une influence contrastée de la croissance économique sur les créations d'emplois

Or, non seulement cette performance ne s'est réalisée que pendant des périodes courtes sur les quinze dernières années, comme de 2004 à 2006. Mais, en outre, la relation entre croissance économique et emploi ne semble pas aller de soi, comme l'illustre la croissance pauvre en emplois des années 2002-2003 (graphique 2).

Lors de la crise de 2001, le PIB s'est contracté de 7,5 %, entraînant un recul de l'emploi industriel et tertiaire. Cette diminution a finalement été limitée à 2,7 % en raison des coûts de licenciement très élevés dans le secteur formel. En 2002, le programme de stabilisation du FMI et la dépréciation de la livre turque ont favorisé les exportations et engendré une reprise économique réelle. Celle-ci ne s'est pourtant pas accompagnée de

créations d'emplois massives, le marché du travail non agricole retrouvant simplement sa situation d'avant la crise. L'année 2003 est encore plus marquante de ce point de vue : alors que le PIB progressait de 5,8 %, l'emploi industriel et tertiaire a pratiquement stagné, gagnant seulement 0,6 %. Présentée comme la conséquence d'un choc de productivité (réorganisation du travail dans les entreprises notamment), cette situation témoigne des défis auxquels doit faire face l'économie turque.

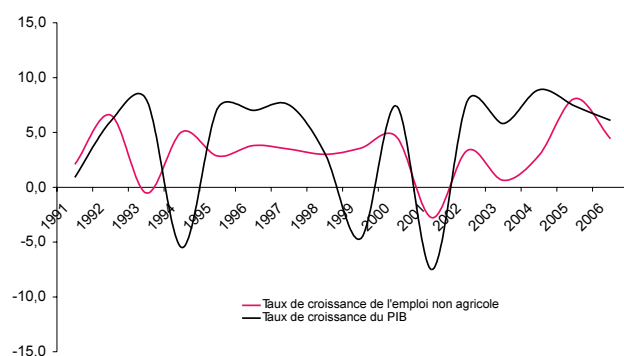
Les conditions de création d'emplois se sont complètement modifiées à partir du troisième trimestre 2003, avec l'entrée du secteur privé dans une phase d'investissement massif. Les dépenses en « machines et équipement » ont augmenté de 46 % en 2003, de 60 % en 2004 et de 21 % en 2005. Ce *boom* de l'investissement s'est poursuivi jusqu'au choc rencontré en mai 2006 sur le marché des changes. Le résultat de cette euphorie d'investissement a été une hausse soutenue de l'emploi dans les secteurs non agricoles à partir de 2004. Ainsi, de 2003 à 2006, le PIB s'est accru de 24 % et l'emploi non agricole de 16 %. Le marché du travail a créé pendant cette période 2 260 000 emplois nets dans l'industrie et le tertiaire.

Pourtant, la vigueur de la croissance récente ne doit pas masquer certaines fragilités structurelles, liées notamment à la place de l'économie informelle (encadré 1). En effet, si à court terme l'informalité peut favoriser les phases de redressement après les crises (en apportant de la flexibilité au marché et une plus grande réactivité à la demande), elle s'avère coûteuse à long terme (en contribuant au déséquilibre de la protection sociale et en constituant une entrave à la concurrence).

Un taux de chômage difficile à contenir, un ajustement macro-économique délicat

L'explosion du chômage en Turquie, conséquence de la crise économique la plus grave de l'histoire du pays, s'explique donc par des facteurs structurels et conjoncturels, affectant à la fois l'offre et la demande de travail.

Graphique 2
ÉVOLUTION DU PIB ET DE L'EMPLOI NON AGRICOLE
ENTRE 1990 ET 2006



En 2001, la hausse du chômage – les chômeurs augmentant de près d'un demi-million et le taux du chômage non agricole passant de 9,3 % à 12,4 % (graphique 3) – a été essentiellement le résultat de la diminution de l'emploi. En 2002, malgré la reprise, le chômage a continué d'augmenter : 450 000 demandeurs d'emploi de plus, le taux passant de 12,4 % à 14,5 %. Cette évolution paradoxale a été causée à la fois par la faiblesse relative des créations nettes d'emplois et par une progression temporaire de la population active (les « travailleurs additionnels »). En 2003, année de la croissance sans emplois et du découragement d'une partie des « travailleurs additionnels », le nombre d'actifs non occupés a légèrement diminué. Enfin, de 2004 à 2006, durant la phase de création massive d'emplois, la population active a augmenté parallèlement à l'emploi. Par conséquent, le nombre de chômeurs, de 2,5 millions environ, n'a pratiquement pas changé, mais le taux de chômage non agricole a baissé de 1,7 points, passant de 14,3 % à 12,6 %.

Cette diminution du chômage, quoique modeste, risque de ne pas se poursuivre, car l'expansion économique des dernières années, tirée par la demande interne (elle-même dopée par un endettement excessif des ménages et des entreprises), montre des signes manifestes d'essoufflement. Jusqu'en mai 2006, une forte croissance économique et un processus de désinflation vigoureux ont pu se réaliser sans se contredire. Mais depuis (choc de la dépréciation de la livre), la désinflation marque le pas et le dynamisme de l'économie s'affaiblit sous la pression d'une politique monétaire de plus en plus restrictive : la croissance a été ramenée à 5 %.

Cette dynamique, basée sur la demande intérieure et couplée avec une monnaie surévaluée, a induit un déficit considérable dans le compte courant (7,9 % en 2006 contre 2 % en 2002), ce qui est non soutenable à long terme. Il faut donc absolument changer le régime de croissance en fondant celle-ci sur les exportations plutôt que sur la demande interne. Ce changement de régime n'est pas facile à opérer. Une dévaluation de la livre turque, accroissant la compétitivité à l'export, contredi-

références

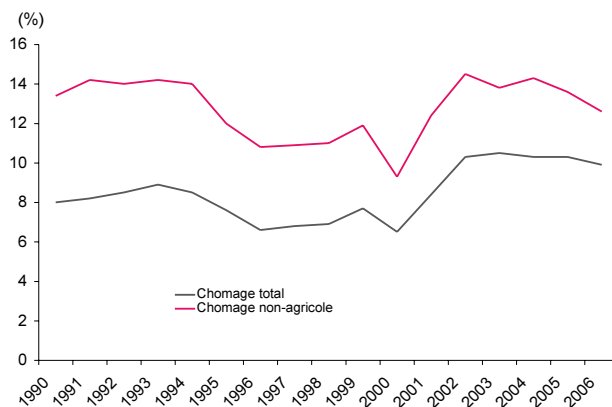
- Gürsel S., H. Levent, 2003, « Fluctuations économiques et chocs asymétriques dans le marché du travail : le cas de la Turquie 2000-2002 », *Proceedings in Rencontres euro-méditerranéennes*, Rabat.
- Gürsel S., V. Ulusoy, 1999, "Türkiye'de İşsizlik ve İstihdam" [*Employment and Unemployment in Turkey*], Yapı Kredi Yay, İstanbul.
- Rapport TÜSİAD, sous la direction de S. Gürsel, 2002, *Türkiye'de İşgücü Piyasası ve İşsizlik* [*Labor Market and Unemployment in Turkey*], TÜSİAD, İstanbul.
- Rapport TÜSİAD sous la direction de S. Gürsel, 2004, *Türkiye'de İşgücü Piyasasının Kurumsal Yapısı ve İşsizlik* [*Labor Market Institutions and Unemployment in Turkey*], TÜSİAD, İstanbul.
- Taymaz E., Ş. Özler, 2004, "Labor Market Policies and EU Accession: Problems and Prospects for Turkey", METU Economic Research Center, *ERC Working Papers in Economics* 04/05 (March).

Les actualités du Centre d'études de l'emploi sont en ligne sur le site www.cee-recherche.fr

La lettre électronique flash.cee vous informe régulièrement des principales activités du Centre d'études de l'emploi et vous signale ses dernières publications

Pour la recevoir par courriel vous pouvez vous inscrire sur la page d'accueil du site

Graphique 3
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE
ENTRE 1990 ET 2006



rait en effet les efforts de désinflation. En revanche, le coût du travail étant très élevé à cause du poids des charges fiscales, il existe des marges de manœuvre importantes en termes de réforme de la taxation. Mais cette réforme exige en même temps une lutte efficace contre l'informalité et l'évasion fiscale, pour éviter, cette fois, un déraillement de la politique fiscale.

La mise en œuvre d'une réforme fiscale est prévue en 2008. Elle vise à favoriser les exportations en renforçant la compétitivité de l'industrie, tout en rendant la croissance plus riche en emplois. On peut ainsi espérer créer suffisamment d'emplois sans creuser le déficit extérieur. Il va de soi que cet ajustement macro-économique exigera beaucoup d'habileté de la part des dirigeants économiques.

Encadré 2

LA TURQUIE EN CHIFFRES

- Superficie** : 779 452 km², soit une fois et demie la France.
- Population** : 67 millions d'habitants (estimation 2002).
- Population urbaine** : 61 %.
- Taux de fécondité** : 2,5 enfants (1,9 en France).
- Taux de mortalité infantile** : 43 ‰ (3,5 ‰ en France).
- Espérance de vie** : 74,4 ans pour les femmes, 69,5 ans pour les hommes (respectivement 82,9 ans et 75,6 ans en France).

CENTRE D'ETUDES DE L'EMPLOI

29, promenade Michel Simon
93166 Noisy-le-Grand Cedex
Téléphone : 01 45 92 68 00
Télécopie : 01 49 31 02 44
Mèl : cee@mail.enpc.fr
<http://www.cee-recherche.fr>

Directeur de publication : Pierre Ralle
Conseiller scientifique : Thomas Amossé
Rédactrice en chef : Marie-Madeleine Vennat
Abonnements, diffusion : Sandrine Ségura
Contact presse : Anne Evans

Imprimerie : Louis-Jean
C.P.A.P. : 0911 B 07994
Dépôt légal : 522 - septembre 2007
ISSN : 1776 - 2715